

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 02/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



ELYDAN

219-359 Avenue du Douard
ZI les Paluds BP 1037
13400 AUBAGNE

Références : D-0272-MRS-2023

Code AIOT : 0006401439 (à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement ELYDAN implanté 219-359 Avenue du Douard ZI les Paluds BP 1037 13400 AUBAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale REACH généraliste. Les fiches de données de sécurité (FDS) objet de l'inspection ont été choisies par sondage parmi la liste transmise préalablement par l'exploitant. Les produits concernés sont : Oxygène (atelier de maintenance - chaudronnerie), 7300 Combi-Color Finitions (atelier de maintenance - entretien des tourets) et Inter Airland SL 15 (local huile).

Des points concernant la complétude du PAC déposé en 2019 concernant une demande de dérogation à des prescriptions de l'APC de 2000 ont également été abordés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELYDAN
- 219-359 Avenue du Douard ZI les Paluds BP 1037 13400 AUBAGNE
- Code AIOT : 0006401439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ELYDAN est une usine de fabrication de tubes pression. Le procédé de mise en forme est l'extrusion. Le matériau utilisé est le PolyEthylène (haute et basse densité) uniquement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale REACH généraliste
- instruction de PAC de 2019

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance, l'évolution de la nomenclature des ICPE sera prise en compte. Il est attendu que l'exploitant actualise la liste des installations classées présentes sur le site en précisant le volume d'activité et le régime applicable. Ces éléments sont attendus sous 15 jours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	PAC du 30/07/2019 - demande de dérogation	AP Complémentaire du 03/08/2000, article 4.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	FDS mise à disposition des travailleurs	Règlement européen du 18/12/2006, article 35 – REACH	/	Sans objet
2	FDS en Français	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5 - REACH	/	Sans objet
3	FDS – Complétude des rubriques	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6 – REACH	/	Sans objet
4	CLP – Etiquette en français	Règlement européen du 16/12/2008, article 17-2	/	Sans objet
5	CLP – Contenu de l'étiquette	Règlement européen du 16/12/2008, article 17-1 CLP	/	Sans objet
6	11. Respect FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ELYDAN est utilisateur en aval de produits chimiques. Les mélanges (Inter Airland SL 15 et

7300 Combi Color Finitions) et substance (oxygène) examinés sont réceptionnés et utilisés tel quel.

Les points contrôlés relevant de la qualité des FDS et de l'étiquetage examinées n'appellent pas d'observation de l'inspection.

Concernant le PAC déposé en 2019, formulant demande de dérogation à l'article 4.1 de l'APC du 03/08/2000, l'exploitant doit déposer, d'ici 1 mois, des éléments complémentaires permettant à l'inspection de vérifier l'efficacité des mesures compensatoires mises en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : FDS mise à disposition des travailleurs

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35 – REACH
Thème(s) : Produits chimiques, Accès des travailleurs aux informations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'inspection a constaté que les FDS se trouvent dans l'armoire à pharmacie, dans le bâtiment de production. L'emplacement est identifié et connu des travailleurs interrogés le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : FDS en Français

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5 - REACH
Thème(s) : Produits chimiques, FDS en Français
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : Les FDS consultées par sondage sont rédigées en langue française.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : FDS – Complétude des rubriques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6 – REACH
Thème(s) : Produits chimiques, Complétude de la FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/préparation et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations
Constats : Toutes les rubriques sont présentes dans les FDS consultées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : CLP – Etiquette en français

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17-2
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.
Constats : Les étiquettes sont écrites en langue française. Elles sont collées sur les contenants des 3 produits pris par sondage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : CLP –Contenu de l'étiquette

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17-1 CLP
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1- Une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.
Constats : Les étiquettes des produits examinés respectent les prescriptions relatives à l'étiquetage des produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</p> <p>Constats : Concernant les mélanges et substance examinés, il a été constaté que, le jour de l'inspection, les prescriptions des FDS relatives aux mesures de lutte contre l'incendie, aux mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle, à la manipulation et stockage sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les extincteurs mis à disposition sont adaptés aux risques présentés par les produits en cas d'incendie, • les déchets dangereux font l'objet de traitement adapté : l'exploitant est en lien avec la société VALORELY pour la collecte de ces déchets. • Oxygène – dans l'atelier de chaudronnerie : <ul style="list-style-type: none"> ◦ l'atelier est une zone ATEX et est doté des dispositifs de lutte correspondant ◦ seul le chaudronnier est habilité à manipuler les bouteilles présentes dans l'atelier ◦ les bouteilles d'oxygène sont posées sur un chariot dédié ◦ le chapeau de protection du robinet est en place ◦ les bouteilles sont en position verticale et sécurisée, évitant ainsi les chutes ◦ l'atelier est ventilé et la température est largement inférieure à 50°C • Inter Airland SL15 – dans le local Maintenance : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la société ELYDAN a un contrat de traitement des déchets dangereux ◦ le récipient est fermé de manière étanche ◦ le local de stockage est ventilé ◦ le produit vu sur site est stocké dans son récipient d'origine (bidon de 5 l). • 7300 Combi-Color Finitions – dans le local à huile : <ul style="list-style-type: none"> ◦ le local à huile se situe à l'extérieur des bâtiments ; il est fermé, muni de toiture et ventilé. ◦ Les produits stockés sont sous rétention et dans leur emballage d'origine
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2000, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, demande de dérogation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant l'installation de transformation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimal suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux MO ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux MO, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés MO non gouttant, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.</p> <p>[...]</p> <p>- Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagée en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % e la surface géométrique de la couverture. D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une 'surface réalisée en matériaux MO non métalliques. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.</p>
<p>Constats : Dans ses conclusions de la visite d'inspection du 14/01/2019 - rapport d'inspection du 05/02/2019, l'inspection avait noté que l'exploitant lui a indiqué que "la toiture n'était pas en matériaux de classe MO (incombustible), ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 4.1 de votre arrêté préfectoral précité".</p> <p>L'exploitant avait "indiqué vouloir solliciter une dérogation à ces dispositions."</p> <p>Le porter à connaissance correspondant a été déposé par courrier du 30/07/2019.</p>
<p>Observations : Le dossier déposé ne permet pas à l'inspection d'identifier les mesures compensatoires proposées par l'exploitant pour justifier la maîtrise des risques présentés par ses activités.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant complète les données transmises en produisant, d'ici 1 mois, les éléments justifiant l'efficacité des mesures mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet